

RÉAGISSANT AU TWEET DE MANUEL VALLS

Ouyahia dénonce un comportement abject»

Le secrétaire général intérimaire du RND qualifie la publication sur son compte twitter par le Premier ministre français d'une photo de son audience avec le Président Abdelaziz Bouteflika dans le sillage de sa récente visite en Algérie, montrant celui-ci considérablement affaibli, de «comportement abject» des «revanchards» de l'Hexagone avec la complicité de «relais locaux».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Après la main de l'étranger, voici venu le tour de la «main intérieure» d'être montrée du doigt pour «expliquer» le scandale suscité par la fameuse photo du président Abdelaziz Bouteflika tweetée par Manuel Valls sur son compte sur la Toile. Et c'est Ahmed Ouyahia qui prend sur lui de balancer cette accusation contre, selon lui, une «certaine opposition intérieure qui agit en relais de l'adversité extérieure revancharde». Pour lui, cette histoire de photo de Bouteflika affaibli constitue «une nouvelle preuve» de cette «manœuvre coordonnée par certains entre Paris et Alger».

Pour étayer son accusation, Ouyahia parle «des rencontres dans des laboratoires en France où ils débattent de la situation en Algérie, parlent de la chute du pétrole, du pays qui va s'effondrer et des vagues de réfugiés. D'où ramènent-ils tout ça ?», s'interroge-t-il avant de répondre : «De leurs relais en Algérie. Lorsque le prix du pétrole baisse, il y a des gens qui font la fête en Algérie, soutenant que le régime va tomber». Et de soutenir «qu'en France qui veut bâtir un partenariat d'exception avec notre pays, subsistent toujours des revanchards qui ne veulent pas admettre que l'Algérie de papa est finie et que l'Algérie est bien indépendante au prix d'un million et demi de martyrs». Des colonialistes revanchards qui, ajoute-t-il, «acceptent encore moins que l'Algérie défende ses intérêts régionaux ou qu'elle dénonce les atteintes à ses propres institutions, à leur tête le président de la République, ou mieux encore, que l'Algérie défende ses intérêts économiques».

Considérant que «la réaction de ces revanchards a été une exploitation éhontée d'une image du Président Bouteflika, comme s'il n'était pas arrivé à de hautes personnalités françaises en parfaite santé de s'endormir, même durant des activités des plus officielles». Le secrétaire général intérimaire du RND a encore soutenu que ces mêmes revanchards ont cru avec leur photo créer l'événement et ont compté sur

certaine opposition politique et médiatique algérienne pour les relayer ici et remuer l'opinion publique algérienne». Des revanchards qui, par leur présent comportement «abject», confirment qu'ils «ne comprendront jamais rien à l'Algérie» alors que leurs relais locaux confirment, eux aussi, «qu'ils sont coupés de leur propre peuple, enfermés dans leurs salons ou dans quelques sites sur la Toile».

Si Ouyahia reconnaît que «la maladie du Président Bouteflika a certes réduit son énergie», elle a, ajoute-t-il, «accru l'affection du peuple pour lui», conviant ceux qui ne l'ont pas compris à se rendre dans l'Algérie profonde et même dans les quartiers des grandes villes pour s'en rendre compte», estimant que «notre peuple fait confiance à son Président

qui dirige les affaires du pays avec expérience, avec foi et avec patriotisme». «C'est le peuple algérien souverain qui a réélu le président Bouteflika le 17 avril 2014 et le président Bouteflika est bien là pour accomplir son mandat, avec l'aide de Dieu, comme il l'a proclamé lui-même il n'y a pas si longtemps. Les réalisations de Bouteflika, c'est un pays qui avance et c'est un peuple profond attaché à son Président», poursuit le secrétaire général intérimaire du RND. Condamnant fermement ce «comportement abject des revanchards français et de certains médias qui les ont relayés et de leurs relais dans notre pays», Ouyahia s'en prend également à ces «lobbies de l'argent sale qui veulent gouverner en Algérie. Il y a certains qui veulent monopoliser les médias et si leurs dossiers sont ouverts ils couleront en mer».

Ouyahia dit «s'honorer de la confiance du président du FLN»

Le secrétaire général intérimaire du RND ne s'est pas empêché, lors d'un court point de presse animé à



Ahmed Ouyahia, SG du RND.

l'issue de son allocution, de répliquer à son homologue du FLN qui l'avait accusé, il n'y a pas longtemps, «d'infidélité» au président de la République. «Je n'ai pas de relations avec le secrétaire général du FLN, mais avec son président dont je m'honore de la confiance qu'il a placée en moi et m'a nommé comme directeur de son cabinet», réplique-t-il ironiquement.

Ouyahia qui soutient que Saâdani est libre de ne pas me faire confiance, fait remarquer que «nombre de cadres du FLN lui ont exprimé leur

«solidarité» après les accusations portées contre lui par le patron du vieux front.

Au sujet de la citation du ministre de l'Industrie et des Mines, qui se trouve être un cadre du parti, dans les scandales des Panama Papers, le secrétaire général intérimaire du RND a usé de la même ironie pour défendre le ministre. «Mais Abdeslam Bouchouareb était un homme d'affaires avant de devenir ministre. Il a ouvert son compte avant d'être nommé ministre», a-t-il dit.

M. K.

LOUISA HANOUNE PERSISTE ET SIGNE :

«Chakib Khelil doit être jugé»

Le Parti des travailleurs a appelé hier, par la voix de sa secrétaire nationale, la justice «à bouger» pour corriger l'erreur de procédure concernant l'affaire Chakib Khelil afin que ce dernier puisse être jugé. Louisa Hanoune demande aussi à ce que l'appareil judiciaire soit déclenché pour ouvrir une enquête sur les deux cents personnes citées dans Panama Papers.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Après s'être attaquée, vendredi, au Premier ministre français, Manuel Valls, pour qualifier le geste du tweet de la photo de Bouteflika malade, d'une «déclaration de guerre contre l'Algérie», Louisa Hanoune qui clôturait hier la première session ordinaire du nouveau comité central issu du dernier congrès extraordinaire du parti, est revenue sur l'actualité nationale. Sa première cible était l'ancien ministre de l'Energie et des Mines. Hanoune qui a fait un compte-rendu, lors d'une conférence de presse, des décisions du comité central, a indiqué que ce dernier appelle à ce que Chakib Khelil soit jugé «normalement» sans aucune intervention dans l'appareil judiciaire. «Le comité central avertit contre toute tentative de blanchiment de Chakib



Louisa Hanoune, SG du PT.

Khelil», a-t-elle soutenu. Selon la secrétaire générale du PT, si le mandat d'arrêt international a été annulé suite à une erreur de procédure, le contenu de l'affaire est toujours en vigueur. La justice, dit-elle, doit être déclenchée pour corriger cette erreur de procédure et aussi remettre à jour toutes les affaires de corruption notamment Sonatrach II et les 200 personnes citées dans Panama Papers. Louisa Hanoune revient sur le cas Chakib Khelil et

dénonce son instrumentalisation des zaouias pour se blanchir. «Il est inconcevable d'utiliser la religion à des fins politiques malsaines. Ceci est une grave dérive, une provocation pour tout le peuple algérien et une sous-estimation pour son intelligence», dénonce-t-elle.

La secrétaire générale du PT estime aussi que les pouvoirs publics sont au fait des 200 noms de personnalités citées dans Panama Papers. C'est pourquoi elle demande «à ce que l'Etat précipite les choses pour décider des mesures nécessaires afin que la justice ouvre une enquête pour éviter le pire».

La première responsable du Parti des travailleurs interpelle également le gouvernement pour trouver une solution à la situation des enseignants contractuels et pour les trois millions de contractuels exerçant dans les différents secteurs.

Hanoune soutient, cependant, la ministre de l'Education qui, dit-elle, «tente de trouver une issue à cette situation».

Résultat, estime la SG du PT, du système LMD. «Un million de candidats qui postulent pour 28 000 postes, c'est un indice dangereux et une bombe à retardement qui est le résultat du système LMD qui gonfle le taux de chômage en formant des licenciés en trois ans», dit-elle.

S. A.

DJILALI SOUFIANE PLAIDE POUR DES PRÉSIDENTIELLES ANTICIPÉES ET INTERPELLE BOUTEFLIKA :

«Organisez votre départ»

Le président du parti Jil El Jadid a plaidé pour la tenue d'élection présidentielle anticipée. Lors d'une conférence de presse tenue au siège de son parti à Zéralda, Djilali Soufiane a lancé un appel au président de la République, lui demandant «d'organiser votre départ en emmenant avec vous cette cohorte d'hommes sans foi ni loi qui ont pris toute l'Algérie en otage».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est un constat des plus sombres que le président du parti Jil El Djadid a dressé, hier, lors de sa rencontre avec la presse. Selon le conférencier, «l'Algérie est malade. Elle est malade de son président, de son gouvernement, de ses institutions. En un mot, de son système politique».

Et de poursuivre : «Le choix malheureux d'un quatrième mandat a

mené le pays là où beaucoup l'avaient prédit : le désordre et la paralysie. Oui, le régime politique algérien est en train de rendre son dernier souffle. Dans quelques semaines ou quelques mois, durée qui ne représente qu'un laps de temps très court dans la vie d'une nation, ce pouvoir rendra l'âme. Au sein de l'opposition, combien de fois, ces dernières années, avons-nous demandé l'organisation d'un passa-

ge en douce du système algérien vers une forme de gouvernance plus moderne, vers la transparence, le respect du peuple et l'Etat de droit».

Transition toute faite, Djilali Soufiane interpelle le premier magistrat en l'informant que «c'est à vous M. Abdelaziz Bouteflika que revient cette responsabilité. C'est à vous de décider quand et comment quitter le pouvoir. Et le plus tôt serait le mieux. Dans le cas contraire, les événements vous dépasseront, nous dépasseront tous».

Le discours développé en la circonstance par le conférencier et contenu dans une déclaration se veut très critique, voire à la limite d'un véritable appel «au sauvetage de la République». «Ayez un réflexe salutaire, pour vous, pour votre famille et

votre nom. Dites «oui» à l'Algérie profonde et «non» à la nomenclatura qui a trahi le message de novembre. Organisez votre départ en emmenant avec vous cette cohorte d'hommes sans foi ni loi qui ont pris toute l'Algérie en otage. En attendant l'issue inéluctable, la société doit réagir. L'élite du pays doit bouger», a-t-il déclaré. Le président du parti Jil Djadid dira, par ailleurs, que «le pays a tous les moyens pour se remettre au travail et pour vivre dignement de ses propres efforts». «Pour cela, il faut remplir une condition : écarter définitivement les hommes qui ont été au pouvoir depuis longtemps, qui ont organisé le système de corruption, qui ont dévitalisé la jeunesse par des programmes scolaires criminels et qui ont laminé l'esprit d'entrepri-

se», a-t-il suggéré. Le conférencier conclut son intervention en lançant un appel à la société civile, lui rappelant que «c'est le moment de construire ensemble un projet de société et de le proposer à nos compatriotes». «Je sais que beaucoup n'aiment pas s'engager dans des structures partisans. C'est leur droit.

Cependant, ils doivent contribuer à formuler un avenir pour leur pays et pour leurs enfants et à agir dans le sens de sa réalisation : cela c'est leur devoir. L'Algérie mérite autre chose que des analphabètes en costard, des voyous en haut des tribunes et des voleurs en gérant des bijoux de la nation. Il faut résolument tourner la page. Il faut libérer les énergies», a-t-il dit.

A. B.